

1. Record Nr.	UNINA9910796006403321
Autore	Vrielinck Marie-Helene
Titolo	Les grands arrêts de la cour de cassation en matière de contentieux ONSS L'assujettissement personnel et territorial . Tome 1 // Marie- Helene Vrielinck ; préface de Philippe Gosseries
Pubbl/distr/stampa	Bruxelles : , : Larcier, , [2013] ©2013
ISBN	2-8044-5645-5
Descrizione fisica	1 online resource (315 p.)
Collana	Droit social
Disciplina	341.76
Soggetti	Social security - Law and legislation
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Note generali	Description based upon print version of record.
Nota di contenuto	Couverture -- Titre -- Dans la même collection : -- Copyright -- REMERCIEMENTS -- PREFACE -- 1 L'assujettissement des travailleurs salariés et assimilés à la sécurité sociale et les enjeux de société -- 2 Le champ d'application de l'assujettissement et le financement de celui-ci - leurs effets : la fraude sociale et la nécessité des réformes du financement -- 2.1. Cette matière juridique du droit à l'assujettissement des travailleurs salariés et assimilés à la sécurité sociale est essentielle -- 2.2. La sécurité sociale des travailleurs salariés et assimilés a un champ d'application personnel le plus large possible -- 2.3. Face à ce double souci du citoyen de trouver un emploi coûte que coûte -- 2.4. Face à cette situation du coût extrêmement important des charges sociales particulièrement pour les PME -- 3 Le respect des normes législatives relatives à l'assujettissement des travailleurs salariés et assimilés à la sécurité sociale et ses exigences -- 3.1. Le respect des normes législatives relatives à l'assujettissement des travailleurs salariés et assimilés à la sécurité sociale apparaît essentielle -- 3.2. De la sorte, des exigences urgentes suivantes sont à mettre en œuvre -- 4 L'application de la législation du droit de la sécurité sociale - Les Droits de l'homme - L'Etat de droit - L'ordre démocratique - Les droits fondamentaux - Les principes généraux du droit - Le rôle du juge, gardien des valeurs - La Cour de Cassation -- 4.1. Droit à la sécurité sociale - Droits de l'homme

c. G. Savona -- 3.2. Le travail.

A. L'ampleur, la nature ou la durée des prestations est indifférente quant à la détermination de l'élément travail, objet du contrat de travail : l'arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 2008 en cause de RSZ t. Jacobs M. -- B. L'élément travail, objet du contrat de travail n'oblige pas l'employeur à fournir du travail de façon constante et régulière -- 1. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 3 AVRIL 1995 EN CAUSE DE O.N.S.S. C. EUROPCAR & -- LOCATRUCK RENTAL -- 2. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 9 JANVIER 1995 O.N.S.S. c. SEMA GROUP BELGIUM & -- SOBEMAP MARKETING -- 3.3. La rémunération -- A. Sans constater que le paiement d'une rémunération a été convenue, il ne peut être conclu à l'existence d'un contrat de travail : l'arrêt de la Cour de cassation du 1er décembre 2006 en cause de Koninklijke racing Club Zeehaven t. RSZ -- B. L'existence d'un contrat de travail suppose l'accord des parties sur le montant de la rémunération ou à tout le moins sur la manière de la calculer : l'arrêt de la Cour de cassation du 25 mai 1998 en cause de O.N.S.S. c. Ul. de Sch. -- C. Un accord des parties sur la rémunération n'exige pas que le revenu minimum légalement du soit prévu ou garanti expressément dans le contrat : l'arrêt de la Cour de cassation du 29 octobre 2001 en cause de Boexstaens J. t. RSZ -- 3.4. L'autorité -- A. L'autorité ou la subordination est juridique et non économique -- 1. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 2 DÉCEMBRE 2002 EN CAUSE DE RORIVE C. O.N.S.S. -- 2. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASATION DU 28 AVRIL 2003 EN CAUSE DE DELBROUCK C. O.N.S.S. -- 3. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU DÉCEMBRE 2003 EN CAUSE DE Pro-Sigma c. O.N.S.S. -- 4. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 18 OCTOBRE 2004 EN CAUSE DE VIDEOWERELD T. RSZ -- 5. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 2 NOVEMBRE 2002 EN CAUSE DE RSZ T. HOF G.

B. L'autorité, caractéristique exclusive du contrat de travail. : L'arrêt de la Cour de cassation du 14 novembre 1994 en cause de O.N.S.S. c. Monfils -- C. La direction et la surveillance, attributs de l'autorité -- 1. L'ARRÊT DU 27 OCTOBRE 1966 EN CAUSE DE O.N.S.S. C. BERMAN -- 2. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 26 SEPTEMBRE 1973 EN CAUSE DE O.N.S.S. C. VAN WONTERGHEM -- D. L'autorité requiert le pouvoir de direction et de surveillance : L'arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1981 en cause de Vzw. Medisch Instituut voor de socialistische Ziekenfondsen van zuid en midden West-Vlaanderen c. RSZ. -- E. Le pouvoir de direction et de surveillance ne doit pas s'exercer d'une manière effective et permanente, étroite et ininterrompue. -- 1. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 2 DÉCEMBRE 1962 EN CAUSE DE RSZ T. VZW MUZIEKACADEMIE IZEGEM -- 2. L'ARRÊT DU 4 MARS 1965 EN CAUSE DE O.N.S.S. C. SA FACIT-ODHNER -- 3. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 06 JUIN 1968 O.N.S.S. C. MAN-MANPOWER AND SALESPower -- F. Le lien de subordination existe « des qu'une personne peut en fait exercer son autorité sur les actes d'une autre personne » ou le critère de l'autorité possible -- 1. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 15 FÉVRIER 1982 EN CAUSE DE O.N.S.S. c. PIRON -- 2. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 19 AVRIL 1982 EN CAUSE DE O.N.S.S. C. SNCI -- 3. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 8 MARS 1999 EN CAUSE DE RSZ T. MACKEN P. -- 4. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 10 SEPTEMBRE 2001 EN CAUSE DE BERGES C. O.N.S.S. -- 5. L'ARRÊT DU 14 JANVIER 2002 EN CAUSE DE O.N.S.S. c. VANCHRIS -- 6. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 29 SEPTEMBRE 2003 EN CAUSE DE TECHNOCONDUITE C. O.N.S.S. -- 7. L'ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 18 OCTOBRE 2004

EN CAUSE DE VIDEOWERELD T. RSZ -- G. La manifestation des pouvoirs de direction et de surveillance.

1. POUVOIR DE DONNER DES INSTRUCTIONS POUR L'ORGANISATION ET L'EXECUTION DU TRAVAIL CONVENU : L'ARRET DE LA COUR DE CASSATION DU 2 DECEMBRE 1962 EN CAUSE DE RSZ T. VZW MUZIEKACADEMIE IZEGEM.

Sommario/riassunto

La jurisprudence de la Cour de cassation, en rapport avec les droits et obligations decoulant de cette legislation, offre aux praticiens une contribution importante qui se manifeste par des precisions apportees tant aux conditions et modalites d'exercice des missions de l'Office qu'a la definition de certaines notions legales ou reglementaires qu'il est charge d'appliquer. Par le controle de la qualification faite par les juridictions du travail qui est le sien, la Cour de cassation donne, a partir des intpretations de ces notions qui lui sont soumises, une definition qui correspond ou
